



Thinking Africa

OPINION LIBRE

ÉLÉMENTS D'ANALYSE POUR ACCROITRE L'ADAPTABILITÉ DE L'AFRIQUE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

par Sadia CHERIF

Chérif Sadia est Maître-Assistant au Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Alassane Ouattara.

Il s'intéresse aux dynamiques liant sociétés rurales et résilience. Les stratégies paysannes face aux contraintes constituent une expertise acquise qu'il a valorisé dans plusieurs travaux de recherche et expertises.

Ses travaux actuels portent sur la valorisation des connaissances traditionnelles africaines en vue du développement durable.

Sommes-nous entrés dans une nouvelle ère de développement de l'Afrique après la CoP21 ?

En tout état de cause, c'est le cas pour Monsieur Seyni Nafo, porte-parole Afrique à cette conférence onusienne sur les changements climatiques³.

D'autant plus que le continent africain devrait connaître une accélération de son développement par le doublement de la vitesse de déploiement des énergies vertes. Cependant, force est de constater tant dans les faits que dans la littérature que plusieurs étapes cruciales restent à franchir pour l'atteinte d'un tel objectif ambitieux. La principale parmi tant d'autres demeure l'adaptation des agricultures locales au réchauffement climatique. On est sans ignorer que l'Afrique, notamment sa partie située au Sud du Sahara, est dépendante de son secteur agricole dont, toutefois, la vulnérabilité au changement climatique est avérée et démontrée par le GIEC.

Dès lors que l'Afrique devra s'inclure dans un accord global de lutte contre les changements climatiques, il faudra, par ailleurs, déterminer quelles actions peuvent être envisagées par les Africains pour mettre en œuvre l'adaptation. Dans cette optique, cette note analyse comment accroître l'adaptabilité de l'Afrique subsaharienne au changement climatique.

Vous avez dit gaz à effet de serre ? Contribution africaine

Tout comme dans le domaine du développement où elle reste à la traîne avec sa part minime dans les échanges internationaux et la difficulté à se développer, l'Afrique occupe une place marginale dans la production mondiale de dioxyde de carbone (CO₂), principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement de la planète. Or, certains intellectuels tel Clive Hamilton⁴, célèbre climatologue et philosophe australien, en attestant d'une responsabilité anthropique mondiale, tendent à responsabiliser l'Afrique Subsaharienne au même titre que les pays développés pour la croissance du taux de CO₂ mondial ; ils ignorent, par là même, le principe de responsabilité commune mais différenciée adoptée en 1992.

Bien que le taux de concentrations atmosphériques de CO₂ poursuive sa progression, il corrobore l'existence d'une catégorisation nette entre pays développés et pays en développement. Cette différenciation déjà au cœur du Protocole de Kyoto montre une faible contribution de l'Afrique aux émissions mondiales de CO₂. Nonobstant cette dernière place, l'Afrique subit les effets néfastes des changements climatiques. Le continent paraît d'autant plus vulnérable que les populations rurales et urbaines dépendent essentiellement de l'agriculture pluviale pour leur survie. Chute des précipitations et hausse des températures entraîneront la réduction de la production agricole, la détérioration de la sécurité alimentaire, la sécheresse, la propagation des maladies et l'augmentation du risque de conflits en raison de la raréfaction des terres et de l'eau. L'agriculture africaine est menacée alors qu'elle conserve encore une importance économique continentale considérable, ce qui met en péril la vie de plusieurs millions de personnes vivant des revenus agricoles.

3. Interview accordée à jeuneafrique.com le 14 Décembre 2015.

4. La responsabilité de l'humanité toute entière dans l'apparition du changement climatique fut démontrée lors d'une conférence sur « Qui est responsable du changement climatique » donnée par Clive H. le 3 Novembre 2015 au Centre Alexandre Koyré de Paris.

Une adaptabilité ambivalente dominée par le scepticisme

Si l'adaptation se conçoit selon le GIEC, la toute puissante Institution onusienne produisant des données sur le changement climatique, comme l'ensemble des mesures prises localement pour réduire la vulnérabilité tant humaine que naturelle, ce serait, en conséquence, une lapalissade de réaffirmer encore ici la capacité adaptative des Africains à tout type d'aléas. Cette adaptabilité africaine est perceptible tant aux niveaux politique, économique que social. Elle transparaît également au plan national et davantage localement d'autant plus que les populations rurales dépendantes de l'agriculture sont vulnérables. Toutefois, avec la survenue des changements climatiques, c'est principalement cette capacité adaptative des Africains qui est mise à mal, voire remise en question.

Dans un contexte mondial dominé par les effets connus des dérèglements climatiques, l'ambivalence domine dans le traitement de l'adaptabilité des Africains au Sud du Sahara. Cette adaptation dite autonome produit désormais des résultats mitigés ; d'où la prégnance relative du scepticisme dans les analyses. À ce propos d'ailleurs, bien que reconnaissant les succès passés des stratégies d'adaptation des agriculteurs africains face aux changements sociaux et économiques et aux changements climatiques, des scientifiques négateurs estiment que les changements climatiques actuels et futurs seront d'une gravité extrême telle que les stratégies actuelles d'adaptation autonomes de la masse paysanne rurale du continent s'avèreront insuffisantes et inadéquates. La raison d'une telle inadéquation ? Simplement du fait que ces adaptations locales sont la résultante de savoirs traditionnels locaux longtemps caractérisés au travers de termes autrefois péjoratifs tels connaissances indigènes ou « indigenous local knowledge » ou « traditional ecological knowledge », « local knowledge » et « local ecological knowledge », de connaissances de sens commun ou traditionnel. Même si aujourd'hui, ces termes gagnent une importance accrue dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques, ils ont, cependant, servi, par le passé, à dénier toute pertinence aux connaissances locales des peuples Africains. Tant cette négativité demeure encore dominante, qu'elle justifie, par ailleurs, l'attente d'indemnisation des pays africains par la mise en place en place d'un fonds d'adaptation de 100 milliards par an d'ici 2020 comme le stipule l'accord de la CoP21 obtenu à Paris en décembre 2015.

Faire évoluer les représentations par l'éducation

Plusieurs études anthropologiques³ sur le réchauffement climatique en Afrique Subsaharienne font état du fait que les populations locales vulnérabilisées croient encore la colère de génies protecteurs responsable de la chute drastique de la pluviométrie et de l'ensoleillement prolongée qui s'en suit. L'insécurité alimentaire à laquelle elles se trouvent exposées aurait également la même origine. La principale perception africaine de ce phénomène mondial se trouve ainsi en total déphasage avec les conclusions scientifiques. L'explication probante d'un tel hiatus reste l'analphabétisme et donc l'absence d'éducation. Dès lors, parvenir à faire évoluer les perceptions culturellement marquées reste un challenge important pour l'Afrique.

3. Voir notamment les publications de Chérif S. (2014), Construire la résilience au changement climatique par les connaissances locales : le cas des régions montagneuses et des savanes de Côte d'Ivoire, Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris, FMSH-WP-2014-83, septembre 2014, 27p, FMSH-WP-2014-83 Cherif.pdf et Chérif S. (2014), « Perception d'une confrérie comme agent du réchauffement climatique à Déoulé, Ouest montagneux de la Côte d'Ivoire », Revue des Sciences Sociales RSS-PAS-RESS, 2^e année, n°5, pp. 42-50.

Cela passera nécessairement par l'éducation et la formation dans une Afrique où le taux d'analphabétisme reste l'un des plus élevés au monde.

À ce propos, les États africains ont un rôle avant-gardiste à jouer en mettant en place des politiques d'éducation, de formation et de sensibilisation aux risques. De par leurs rôles régaliens, ils décident quels sont les risques qui doivent être gérés au plan collectif et ceux qui relèvent du plan individuel ; ils construisent l'acceptabilité sociale des risques dans les domaines marqués par des incertitudes importantes et assument ce niveau de risque ; ils opèrent des arbitrages quand apparaissent des contradictions entre plusieurs séries d'objectifs légitimes et, en lien avec ces arbitrages, déterminent les priorités pour répartir les moyens consacrés à la prévention/maîtrise des risques.

Des politiques publiques d'éducation aux risques devraient donc permettre une évolution des conceptions et des pratiques et, in fine, de la responsabilité individuelle des différents acteurs. Pour cette raison, la sensibilisation aux problèmes environnementaux devrait commencer dès l'école primaire. L'adoption de mesures d'éducation aux risques environnementaux permettra aux gouvernants africains de contribuer à réduire considérablement la vulnérabilité du continent. De plus, sensibiliser davantage les acteurs concernés par l'adaptation contribue à accroître leur capacité d'adaptation. La mise en place d'un « Plan Marshall Vert » pour l'agriculture tel que réclamé par Olivier De Schutter à Cancun lors de la COP 16 pourra y contribuer de plusieurs façons : plantation d'arbres, réduction du travail du sol, accroissement de la couverture végétale, amélioration de la gestion des pâturages, modification des espèces fourragères et des races animales et utilisation plus efficace des engrais.

Pour une agriculture de combat contre le changement climatique

L'agriculture africaine est trop souvent vue comme contributeur, c'est-à-dire en tant qu'émettrice de gaz à effet de serre et victime des changements climatiques. Des pratiques agricoles non durables relâchent, en effet, de grandes quantités de carbone dans l'atmosphère, favorisant ainsi le réchauffement de la planète qui, en retour, entraîne une réduction des saisons de culture et des terres arables pour la plupart des cultures.

Toutefois, cette agriculture familiale encore rudimentaire peut être l'une des solutions au changement climatique. C'est pourquoi le passage à une agriculture durable en Afrique est déterminant. Elle nécessite l'implémentation de l'agriculture climato-intelligente (Climate-Smart Agriculture). Son objectif étant une agriculture plus productive et résiliente à travers une gestion efficace des ressources naturelles, la protection de l'environnement et l'agroforesterie. L'Afrique et son secteur agricole devront désormais reposer sur des principes écologiques d'économie des ressources, de protection de l'environnement et d'amélioration de la qualité de vie des agriculteurs et de la société tout entière.

La future agriculture africaine se présente comme une source indéniable de moyens de lutte contre les effets des changements climatiques dès lors qu'une politique appropriée d'adaptation de l'agriculture africaine a été formulée en 2013 par la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement et réaffirmée dans l'Agenda 2063. En tandem avec la Climate-Smart Agriculture, la réduction et la gestion des risques climatiques et des catastrophes, l'adaptation des secteurs-clés (eau, agriculture, biodiversité) et la construction de la résilience économique et sociale par la réduction de la dépendance des activités climato-sensibles sont les piliers de ce programme d'adaptation africain.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE POUR ACCROITRE L'ADAPTABILITÉ DE L'AFRIQUE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Pour les pays africains majoritairement agricoles, ces activités peuvent contribuer à atténuer les effets des changements climatiques tandis que les changements de pratiques envisageables par les agriculteurs africains pour faire reculer les émissions de gaz à effet de serre sont doublement avantageux. Outre la réduction des rejets de carbone, ils augmentent conséquemment la rentabilité de l'exploitation agricole et contribueront au 60% de production alimentaire nécessaire pour la satisfaction des besoins alimentaires d'une population mondiale plus nombreuse, plus urbanisées et dont les habitudes alimentaires changent. Néanmoins, cette fonction nouvelle de l'agriculture africaine ne sera rendue possible que par la prise en compte des savoirs locaux.

La combinaison des connaissances traditionnelles locales avec les méthodes scientifiques peuvent permettre une meilleure adaptation au changement climatique des populations vulnérables des pays pauvres d'Afrique. Elle rendra ainsi possible le développement d'alertes précoces et des techniques culturelles nouvelles dont la finalité sera d'accroître la résilience aux événements extrêmes.

D'autre part et de façon primordiale, la reconnaissance de la valeur des connaissances traditionnelles africaines contribuera certainement à la réussite des projets d'adaptation et de mitigation des effets du changement climatique ; tant leur rejet a abouti par le passé à l'échec de nombreux projets de développement. Ainsi connaissances traditionnelles et scientifiques deviennent complémentaires tout en apprenant les unes des autres. Ces connaissances hybrides ont comme finalité la production de meilleures pratiques d'adaptation au changement climatique. Conséquemment, en prenant en compte savoirs et pratiques locaux pour s'attaquer au changement climatique, on aboutit à l'augmentation de la capacité adaptative des communautés d'agriculteurs pauvres d'Afrique Subsaharienne. La portée d'une telle incorporation des connaissances locales est d'une part la réduction de la vulnérabilité du secteur agricole africain et d'autre part, l'atteinte d'un développement durable tant recherché en Afrique. In fine, la contribution de la culture africaine à l'adaptation au changement climatique est évidente car permettant l'éducation et la sensibilisation pour changer les comportements.

Sadia CHERIF